

SMIRTOM

du SAINT-AMANDOIS

COMPTE- RENDU DU COMITE SYNDICAL

Séance du 21 juin 2013

L'an deux mil treize, le 21 juin à 9 heures 30, le comité syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, Président.

Date de la convocation : Le 13 juin 2013
Nombre de délégués : 32
Présents : 20
Pouvoir : 0
Absents, excusés : 12

PRESENTS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : mesdames Laurette DENQUIN, Edith MICHELIC, messieurs Charles ADOLPH, Bernard JAMET, Guy LAINE; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : messieurs Jean Marie BROCHARD, Jean GUILLOT, Paul RENAUDAT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : messieurs Daniel APIED, Michel MONSEAU ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : messieurs Dominique DUBREUIL, Michel LACOMBE, Jacky PEDARD; COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : messieurs Claude NERMOND, André THOMAZON ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Jean Pierre BLEVIN, Pierre DUCASTEL , Michel POUILLARD ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : messieurs Robert BELLERET, Thierry PORIKIAN;

ABSENTS ; EXCUSES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : messieurs Bertrand DESNOIX, Didier VANDEPORTA; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : monsieur Eric JULLIEN; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : monsieur Richard KOWALYSZIN ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : monsieur Philippe AUCLAIR; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Olivier HURABIELLE, Serge LAURENT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : monsieur Alain LAROCHE; SIVOM SANCERGUES/SAINT-MARTIN DES CHAMPS : messieurs Jean-Luc CHARACHE, André DELAVault ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS CHARITTOIS : monsieur Jacques BRUNET ; COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE: monsieur Régis DU FAYET DE LA TOUR ;

Après constatation du quorum, le président ouvre la séance à 9 heures 30.
Monsieur Michel POUILLARD est nommé secrétaire de séance.

Lecture de l'ordre du jour est donnée. Celui-ci est accepté à l'unanimité.

DOSSIER N°1

VOTE DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 14 mars 2013

Il est demandé aux membres du comité syndical de voter le compte-rendu de la séance du 14 mars 2013.

Le comité syndical, à la majorité (abstention de Mme MICHELIC, MM. BLEVIN, BROCHARD, LACOMBE, LAINE, PORIKIAN, POUILLARD absents à ladite séance) vote le compte-rendu de la séance du 14 mars 2013.

DOSSIER N°2

COMPTE RENDU DES AFFAIRES TRAITEES EN APPLICATION DE LA DELEGATION DU COMITE SYNDICAL AU BUREAU SYNDICAL ET AU PRESIDENT

Affaires traitées par le bureau syndical :

- Missions spéciales du président et des vices- présidents
- Adhésion du syndicat au cercle national du recyclage
- Renouvellement de la convention de reprise des lampes usagées conclue avec OCAD3E / RECYLUM
- Renouvellement de la convention de reprise avec Ecofolio
- Validation du document unique de prévention des risques
- Validation participation financière pour réalisation d'un tourne à gauche permettant l'accès à la future déchetterie de Drevant
- Mise à disposition à titre exceptionnel de bennes à une entreprise qui intervient pour le compte de la ville de Saint-Amand-Montrond

Affaires traitées par le président :

- Signature du marché de fourniture et mise en place d'un système de gestion informatisée des déchetteries avec la société Plastic Omnium pour un montant de 154 471 € HT
- Signature d'un marché de fourniture d'une benne de collecte de 8m3 sur porteur de 7,5 T avec la société BRO Méridionale de Voirie pour un montant de 78 650 € HT

Le comité syndical, à l'unanimité, donne acte au président de cette communication.

DOSSIER N°3

RAPPORT D'ACTIVITE

Monsieur le président rappelle que le décret n°2000-404 du 11 mars 2000 impose au président d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale la présentation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers et assimilés devant le comité syndical.

Un exemplaire du rapport annuel est adressé au préfet pour information.

Synthèse du RAPPORT ANNUEL 2012

SUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES ET DECHETS ASSIMILES DU SMIRTOM DU SAINT-AMANDS

CARACTERISTIQUES GENERALES

Le SMIRTOM était composé en 2012 de 10 communautés de communes, d'un syndicat, de 6 communes individuelles, représentant 99 communes pour une population croissante de 60 000 habitants.

Le syndicat a la compétence collecte, tri et traitement des déchets ménagers et assimilés.

I) La Collecte

La collecte est assurée par un prestataire de services, la société SITA Centre. La prestation de collecte se fait sur un marché d'une durée de 5 ans renouvelable deux fois pour une année. Ce marché a débuté au 1^{er} janvier 2010.

Le marché a fait l'objet de 2 avenants depuis sa signature.

L'avenant n°1 s'applique depuis le 1^{er} octobre 2010, il concerne la mise à disposition d'une 2^{ème} mini benne de collecte et de pénalités supplémentaires au CCAP.

L'avenant n°2 s'applique depuis le 8 décembre 2011, il concerne la substitution de la collecte en porte à porte des habitants du quartier du Vernet par une collecte hebdomadaire quadri flux en apport volontaire (colonne enterrées).

La collecte est assurée en benne bi-flux. Elle est hebdomadaire pour les ordures ménagères résiduelles (bac à couvercle bordeaux) et pour les corps creux (bac jaune). Elle est bimensuelle pour le verre (bac vert) et pour les journaux revues magazines (JRM) (bac bleu). La collecte se fait de 4 à 22 heures du lundi au vendredi sur 50 circuits. Les jours fériés sont rattrapés par lissage sur la semaine avec les samedis.

II) Le tri et le traitement

Le tri des emballages et le traitement des OMR sont assurés par un prestataire de services, la société SITA Centre et ce par un marché public de 3 ans renouvelable 1 fois un an.

Ce marché a débuté au 1^{er} janvier 2010.

Le tri est assuré par le centre de tri de Bourges situé dans la zone industrielle des Danjons.

Le traitement est assuré par l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND) de classe II du Champ Balai situé sur la commune d'Orval.

Ce marché a fait l'objet d'un avenant depuis sa signature.

L'avenant n° 1 porte sur le prix du traitement des OMR ou des DIB amenés par le SMIRTOM en benne au montant de 52 € la tonne.

III) Le traitement des produits issus des déchetteries

Le SMIRTOM assure la gestion des hauts et des bas de quai des 13 déchetteries du syndicat.

Il transporte les bennes sur les exutoires attribués par marchés publics pour 3 ans renouvelables 1 fois un an.

Ces marchés ont débuté au 1^{er} janvier 2010.

- Lot 1 : traitement des DIB : Société COVED, enfouissement à l'ISDND de classe II de Maillet dans l'Allier.
- Lot 2 : traitement des gravats : Société COVED, enfouissement à l'ISDND de classe III de Maillet dans l'Allier.
- Lot 3 : traitement des déchets verts par méthanisation : Société Mempontel sur la plateforme de Marnay à Feux.
- Lot 4 : traitement des DMS Société Meyer SGA à Pouilly les Gien
- Lot 5 : traitement du bois : Société Menpontel à Baugy
-

IV) La redevance incitative

Le SMIRTOM a institué la redevance incitative à la réduction et au tri des déchets sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2010. Pour mémoire, l'année 2011 est donc la première année de facturation en redevance incitative. Les difficultés induites à sa réalisation, la mise en place du paiement par TIP ou TIPI ont entraîné des retards dans l'émission des factures. Les coûts gérés par ces retards ont été supportés par la société Plastic Omnium Systèmes Urbains. Par contre, le montant perçu au titre de la REOM auprès des usagers est passé de 7 375 216 € en 2010 à 6 334 306 € en 2011 soit une baisse de 1 040 910 € représentant 14,11%. L'année 2012 conforte les résultats, le montant mis en recouvrement est de 6 425 905 € soit une hausse de 1,4%.

Un marché de services avec la société Plastic Omnium Systèmes Urbains est conclu pour la maintenance des bacs, le système informatique, la gestion de la base de données et la facturation pour 5 ans à partir du 1^{er} janvier 2010.

V) Les résultats

Les résultats 2012 confirment la modification des comportements des usagers en rapport avec la redevance incitative.

Les tonnages OMR collectés sont passés de 14 256,93 T (2009) à 8 680,63 T (2010), 8633,12 T (2011) et 8244,61 T (2012) soit une baisse de 4,5%.

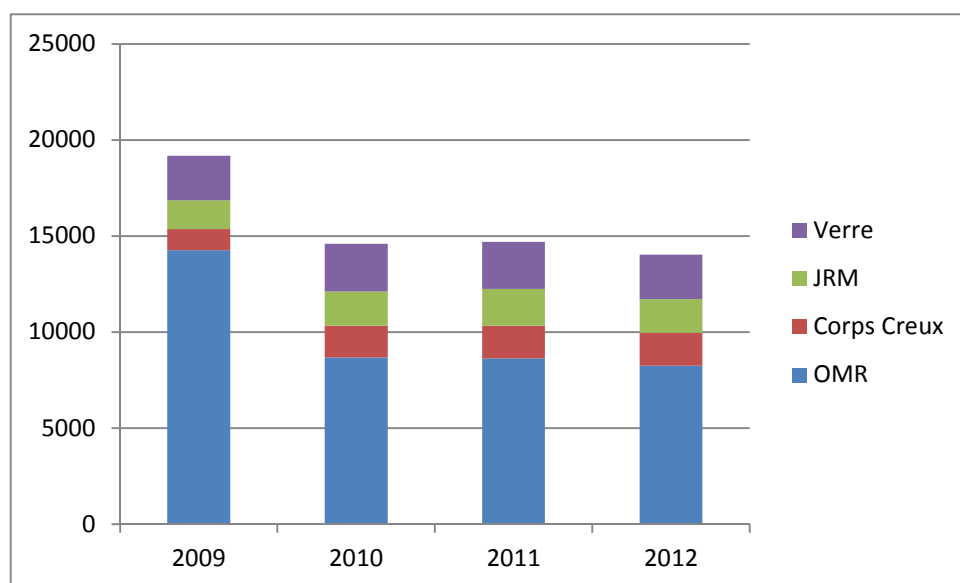
Les tonnages collectés en corps creux sont passés de 1 106,9 T (2009) à 1 651,86 T (2010), 1702,18 T (2011) et 1726,92 T (2012) soit une hausse de 1,45 %.

Les tonnages des JRM sont passés de 1 496,36 T (2009) à 1 780,33 T (2010), 1915,96 T (2011) et 1746,89 T (2012) soit une baisse de 8,82%.

Les tonnages de verre sont passés de 2 324,56 T (2009) à 2 478,66 T (2010), 2438,92 T (2011) et 2307,3 T (2012) soit une baisse de 4,52%.

Le tonnage des déchets collectés en porte à porte sur le syndicat par habitant est passé de 331,97 kg (2009) à 243,19 kg (2010), 244,84 kg (2011) et 233,76 kg (2012) soit une baisse de 4,52%. La baisse est à la fois la conjugaison du plan de prévention initié par le SMIRTOM et de la situation économique actuelle.

Tableau d'évolution des tonnages collectés en porte à porte

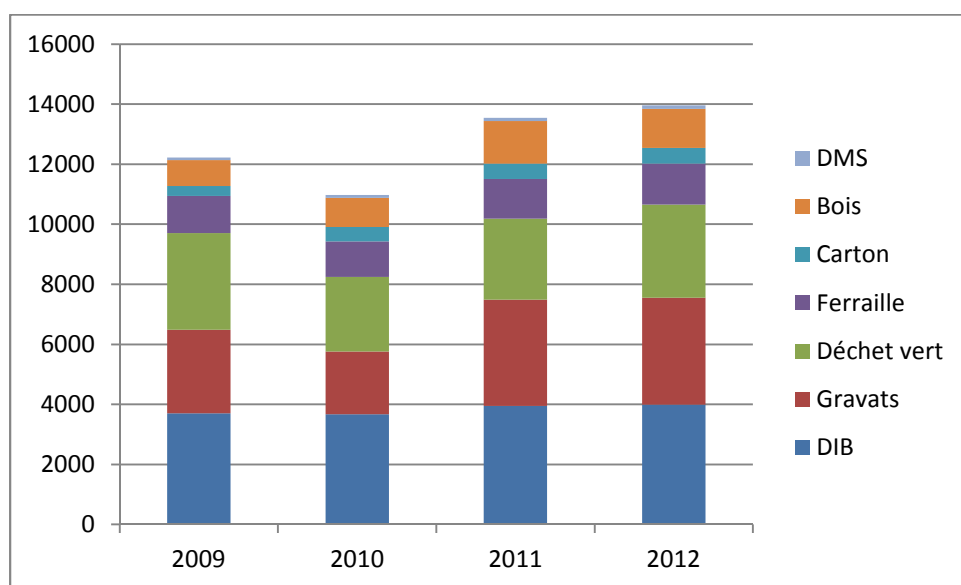


Le tonnage des produits des déchetteries, après la chute de 13,36% de 2009 à 2010, a connu une forte croissance de 2010 à 2011 de 29,54% et cela principalement sur les gravats, le bois et les déchets verts. L'année 2012 confirme cette tendance avec une stabilité des apports en déchetteries

- le tonnage des déchets industriels banal (Tout venant) est passé de 3 703,86 T (2009) à 3 666,07 T (2010), 3 952,83 T (2011) et 3995,21 T (2012) soit une hausse de 1,07%.
- Le tonnage des gravats est passé de 2 778,53 T (2009) à 2 097 T (2010), 3 529,64 T (2011) et 3560,66 T (2012) soit une hausse de 0,87%.

- Le tonnage des déchets verts est passé de 3 223,44 T (2009) à 2 479,76 T (2010), 2699,18 T(2011) et 3102,57 T (2012) soit une hausse de 14,94%.
- Le tonnage de la ferraille est passé de 1 235,72 T (2009) à 1 183,58 T (2010), 1327,15 T (2011) et 1362,92 T (2012) soit une hausse de 2,70 %. Toutefois la déchetterie de Charenton-du-Cher a enregistré une hausse de 31% suite à la mise en place du réseau de concertina pour sécuriser les accès à l'installation.
- Le tonnage du carton est passé de 334,14 T (2009)à 476,53T (2010), 513,03 T (2011)et 515,4 T (2012) soit une hausse de 0,46%.
- Le tonnage du bois est passé de 863,83 T (2009) à 973,29T (2010), 1412,10 T (2011) et 1304,42 T (2012) soit une baisse de 7,63%. Cette baisse est due à la modification durant l'année des consignes de tri pour le bois avec un durcissement drastique des normes sur la valorisation matière.
- Le tonnage des DMS est passé de 80 229 kg (2009)à 99 825 kg (2010), 111729 kg (2011) et 114161 kg (2012) soit une hausse de 2,18 %.
- Le poids des apports en déchetterie par habitant est passé de 174,28 kg (2010) à 225,77 kg (2011) et 226,15 kg (2012) soit une stabilisation des tonnages à hauteur de 0,17 %.

Tableau des tonnages collectés en déchetteries.



L'année 2012 n'a pas permis au syndicat d'avancer sur le projet de déchetterie à quai à Drevant pour les habitants de la communauté de communes Cœur de France. De nouvelles modifications fonctionnelles et organisationnelles ont été réalisées pour faciliter l'accès des usagers et améliorer les conditions de travail du gardien.

Au final, la production de déchets par habitant est passée de 426,04 kg (2010) à 470,61 kg (2011) et 459,11 kg (2012) soit une baisse de 2,44 % et cela est uniquement induit par une diminution des flux collectés en porte à porte. Néanmoins, il apparaît que l'utilisation importante des déchetteries par les professionnels impacte fortement les résultats du syndicat.

VI) Bilan financier

La dépense pour la collecte, le tri et le traitement des OMR s'élève à 4 729 608 € TTC soit une hausse de 3,98 % par rapport à 2011. Cette hausse est liée aux variations des prix calculée par les diverses formules de révision des prix des marchés publics.

La dépense pour la maintenance des bacs OMR et du système informatique embarqué et la gestion de la base de données et de la facturation s'élève à 286 325 € TTC soit une hausse de 6,27% principalement liée à l'avenant N° 1 sur les colonnes enterrées.

Les dépenses pour le traitement des déchets des déchetteries se répartissent de la manière suivante :

Le tout venant et les gravats	299 689 €
Les déchets verts et le bois	61 459 €
Les déchets ménagers spéciaux	107 990 €
Les DASRIA	12 675 €
Hébergement et consoles des déchetteries	5 121 €
Location de bennes pneus	1 585 €
Soit un total de	488 519 €

Les frais de fonctionnement (salaires, carburant, amortissements) sont estimés à 450 000 €.

Sommaire des tableaux et diagrammes (joint en annexe)

- Tableau bilan d'activité (I)
- Tableaux de synthèse sur les déchetteries (II et III)
- Tableau sur la collecte et le traitement (IV)
- Bilan comptable 2012 « Prestation SITA »

Le bureau syndical prend acte de la communication de ce rapport.

Mme MICHELIC est intervenue sur le problème du refus de tri et sur l'importance de distribuer la lettre du tri aux usagers.

M. LAINE a souhaité des informations sur la hausse des dépenses de collecte malgré leur baisse en volume. Réponse lui a été apportée en lui expliquant l'impact des hausses subies de façon indépendante de la volonté du syndicat (hausse de la TVA, augmentation de la TGAP, formules de révision des marchés) malgré les baisses de tonnages de déchets collectés. Les efforts du syndicat afin de maîtriser l'augmentation de la redevance ont été soulignés par les élus. M. POUILLARD a rappelé que les communes se devaient d'être le relais du syndicat pour transmettre les informations.

DOSSIER N°4 **VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2013**

Monsieur le Président présente au comité syndical le projet du budget supplémentaire 2013 du SMIRTOM du Saint-Amandois qui s'équilibre de la manière suivante :

BS 2013 + BP 2013 + RAR 2012

Dépenses et recettes de fonctionnement	9 788 804,95 €
Dépenses et recettes d'investissement	1 789 447,09 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT

<u>DEPENSES :</u>	BS 2013	<i>Pour mémoire BP 2013</i>
Les opérations nouvelles sont inscrites pour un montant de :	1 332 954,95 €	8 455 850,00 €
Elles se répartissent comme suit :		
022 Dépenses imprévues		
023 Virement à la section d'investissement		
CHAPITRE D 011		
6061 Fournitures non stockables (eau, énergie...)		<i>18 000,00 €</i>
6063 Fournitures d'entretien et petit équipement		<i>18 000,00 €</i>
6064 Fournitures administratives		<i>5 000,00 €</i>
6066 Carburant		<i>150 000,00 €</i>
6068 Autres matières et fournitures (CHSCT)		<i>1 000,00 €</i>
611 Contrats de prestations de service (9 000 t)	1 145 314,88 €	<i>5 682 300,00 €</i>
6132 Locations immobilières	6 500,00 €	<i>23 000,00 €</i>
6135 Locations mobilières		<i>18 000,00 €</i>
6152 Entretien et réparation sur biens immobiliers		<i>5 000,00 €</i>
61551 Entretien et réparation sur matériel roulant	40 000,00 €	<i>74 000,00 €</i>
61558 Entretien et réparation sur autres biens mobiliers	-3 300,00 €	<i>11 000,00 €</i>

6156	Entretien et réparation sur matériel non roulant		4 000,00 €
6161	AssurancesMultirisques	1 085,00 €	30 400,00 €
6168	AssurancesCNP		31 000,00 €
6225	Indemnité du comptable		1 700,00 €
6226	Honoraires	-10 000,00 €	25 000,00 €
6227	Frais d'actes et de contentieux		400,00 €
6231	Annonces et insertions	400,00 €	2 000,00 €
6236	Documentation générale et technique		1 400,00 €
6237	Publications	-3 000,00 €	20 000,00 €
6238	Divers		9 000,00 €
6251	Voyages et déplacements		18 000,00 €
6257	Réceptions	3 000,00 €	3 500,00 €
6261	Frais d'affranchissement		33 000,00 €
6262	Frais de télécommunications		14 000,00 €
627	Services bancaires et assimilés		5 000,00 €
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)		1 500,00 €
Sous-Total		1 179 999,88 €	6 205 200,00 €

CHAPITRE D 012

6218	Autres personnels extérieurs		15 800,00 €
6332	Cotisations versées au F.N.A.L	500,00 €	3 200,00 €
6336	Cotisations CNFPT et CDG 18		11 600,00 €
6338	Autres impôts taxes sur rémunérations		2 000,00 €
6411	Rémunération agents		455 100,00 €
6415	Supplément familial	2 200,00 €	4 500,00 €
6413	Rémunération employés	36 000,00 €	342 700,00 €
6451	Cotisations à l'URSSAF		158 000,00 €
6452	Cotisations aux mutuelles		15 000,00 €
6453	Cotisations aux caisses de retraite		170 000,00 €
6454	Cotisations aux ASSEDIC	1 000,00 €	23 000,00 €
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		1 000,00 €
6475	Médecine du travail, pharmacie		3 650,00 €
Sous-Total		39 700,00 €	1 205 550,00 €

CHAPITRE D 65

6531	Indemnité		30 000,00 €
6532	Frais de mission		12 600,00 €
6533	Cotisations de retraite - IRCANTEC		1 400,00 €
6535	Frais de formation	4 000,00 €	10 000,00 €
654	Pertes sur créances irrécouvrables		84 000,00 €
6541	Pertes sur créances irrécouvrables		
Sous-Total		4 000,00 €	138 000,00 €

CHAPITRE D 66

6611	Intérêts des emprunts		
66111	Intérêts des emprunts		113 000,00 €
66112	ICNE	-	10 900,00 €
6615	Intérêts des comptes courants (s/ligne de trésorerie)		30 000,00 €
Sous-Total		0,00 €	132 100,00 €

CHAPITRE D 67

673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	3 000,00 €	8 500,00 €
-----	---	------------	------------

675	Valeur comptables des éléments d'actifs cédés		
678	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		500,00 €
	<i>Sous-Total</i>	3 000,00 €	9 000,00 €

CHAPITRE D 68

6811	Dotations aux amortissements	106 255,07 €	766 000,00 €
6817	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants		
	<i>Sous-Total</i>	106 255,07 €	766 000,00 €

RECETTES :

Les opérations nouvelles sont inscrites pour un montant de : 1 332 954,95 € 8 455 850,00 €
Elles se répartissent comme suit :

002	Résultat reporté de fonctionnement	1 353 780,95 €
-----	------------------------------------	----------------

CHAPITRE R 013 :

6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		20 000,00 €
	<i>Sous-Total</i>	0,00 €	20 000,00 €

CHAPITRE R 70 :

706	Prestations de service		6 600 000,00 €
707	Ventes de marchandises		649 050,00 €
	<i>Sous-Total</i>	0,00 €	7 249 050,00 €

CHAPITRE R 75 :

752	Revenus des immeubles		17 500,00 €
758	Produits divers de gestion courante (ADELPHE)		950 000,00 €
	<i>Sous-Total</i>	0,00 €	967 500,00 €

CHAPITRE R 77 :

7714	Recouvrement sur créances admises en non-valeur		1 000,00 €
777	Quote part des subventions d'investissement	-20 826,00 €	128 300,00 €
778	Autres produits exceptionnels		90 000,00 €
	<i>Sous-Total</i>	-20 826,00 €	219 300,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

	BS 2013	Pour mémoire BP 2013	Pour mémoire Restes à réaliser 2012
Les opérations nouvelles sont inscrites pour un montant de : Elles se répartissent comme suit :	306 325,30 €	1 161 982,00 €	321 139,79 €
001 Solde d'exécution de la section d'investissement	158 093,23 €		

CHAPITRE D 13 :

13913	Subventions d'investissement reçues - département	
-------	---	--

13916	Subventions d'investissement reçues - Autres établissements publics			
13918	Subventions d'investissement reçues - Autres			
	Sous-Total	-20 826,00 €	128 300,00 €	0,00 €

CHAPITRE D 16 :

1641	Emprunts : capital		703 282,00 €	
	Sous-Total	0,00 €	703 282,00 €	0,00 €

CHAPITRE D 20 :

2033	Frais d'insertion	800,00 €	2 000,00 €	
205	Achat licences, brevets....		5 000,00 €	
2051	Achat licences, brevets....			
	Sous-Total	800,00 €	7 000,00 €	0,00 €

CHAPITRE D 21 :

2135	Achat matériel pour aménagement locaux, bâtiment	10 000,00 €	5 000,00 €	19 724,22 €
2154	Matériel industriel			
	<i>opération 118 : Broyeur 2</i>			
	<i>opération 123 : grue</i>			
	<i>opération 124 : Benne</i>	30 000,00 €		
2157	Achat matériel			
21571	Matériel roulant			
2182	Achat véhicule VL			
	<i>opération 114 : véhicule poids lourd</i>	50 000,00 €	100 000,00 €	
2183	Achat matériel informatique et de bureau	7 000,00 €	4 000,00 €	
	<i>opération 126 : équipement informatique et de bureau</i>	-6 000,00 €	179 400,00 €	
2184	Achat mobilier (hors opération)			
	<i>opération 105 : composteurs</i>			22 233,72 €
	<i>opération 121 : conteneur OM</i>			23 258,51 €
	<i>opération 120 : conteneurs tri sélectif</i>	-10 000,00 €	35 000,00 €	
	<i>opération 122 : conteneurisation habitat collectif - st amand</i>			
2188	Autres achats			
	Sous-Total	81 000,00 €	323 400,00 €	65 216,45 €

CHAPITRE D 23 :

2312	Achats de terrains			
2313	Constructions (hors opération)	3 000,00 €		51 233,94 €
	<i>opération 119 : déchetterie de DREVANT</i>	66 000,00 €		204 689,40 €
	<i>opération 127 : construction hangar - site tech DREVANT</i>	18 258,07 €		
	Sous-Total	87 258,07 €	0,00 €	255 923,34 €

RECETTES

Les opérations nouvelles sont inscrites pour un montant de :	333 467,71 €	1 161 982,00 €	293 997,38 €
Elles se répartissent comme suit :			

001	Solde d'exécution de la section d'investissement
021	Virement de la section de fonctionnement

BS 2013	<i>Pour mémoire BP 2013</i>	<i>Pour mémoire Restes à réaliser 2012</i>
----------------	---------------------------------	--

CHAPITRE R 10 :

10222	FCTVA	11 977,00 €	73 648,00 €	
1068	Affectation des résultats n-1	185 235,64 €		
	Sous-Total	197 212,64 €	73 648,00 €	0,00 €

CHAPITRE R 13 :

1311	DETR			
	<i>opération 124 : bennes à capot déchetteries</i>			
1312	REGION (Pays Berry Saint-Amandois)			
	<i>opération 118 : broyeur 2</i>			55 602,00 €
	<i>opération 122 : constructions habitat collectif LE VERNET</i>			75 200,00 €
1313	Département			
	<i>opération 105 : composteurs</i>			23 440,56 €
	<i>opération 119 : déchetterie DREVANT</i>			45 735,00 €
	<i>opération 126 : équipement informatique des déchetteries</i>		37 500,00 €	
1316	ADEME			
	<i>opération 119 : déchetterie DREVANT</i>			94 019,82 €
	<i>opération 126 : équipement informatique des déchetteries</i>		45 000,00 €	
	Sous-Total	0,00 €	82 500,00 €	293 997,38 €

CHAPITRE R 16 :

16	Emprunt	30 000,00 €	239 834,00 €	
	Sous-Total	30 000,00 €	239 834,00 €	0,00 €

CHAPITRE R 040 :

281	Amortissements	106 255,07 €	766 000,00 €	
	Sous-Total	106 255,07 €	766 000,00 €	0,00 €

Le comité syndical, à l'unanimité, vote ce projet de budget supplémentaire 2013.

DOSSIER N°5***PERTES IRRECOURABLES***

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code des impôts,

Vu l'avis favorable de la commission finances et du bureau syndical,

Monsieur le président expose au comité syndical que Madame le chef de poste de la trésorerie de Saint-Amand-Montrond a transmis des états de produits irrécouvrables concernant les redevances pour les ordures ménagères sur les années 2010 et 2011 et demande l'allocation en non valeurs de ces titres,

Le comité syndical, vu les motifs portés sur les états et les justifications produites, décide d'admettre en non-valeurs les sommes proposées par le comptable, pour les montants suivants :

Année 2010 : 974,17 €

Année 2011 : 11 176,04 €

Total : 12 150,21 €

Ces sommes feront l'objet d'un mandatement sur l'exercice 2013, par imputation sur les crédits prévus à l'article 654.

Le comité syndical, à la majorité, abstention de M. LACOMBE, approuve l'inscription de ces montants en pertes irrécouvrables.

DOSSIER N°6

TRI ET TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS DU SMIRTOM

Vu le code des marchés publics,

Vu le débat d'orientations budgétaires du 30 octobre 2012,

Vu le budget primitif 2013 voté le 14 décembre 2012,

Considérant que les marchés conclus avec la société SITA Centre Ouest arrivent à expiration le 31 décembre 2013,

Considérant la nécessité de faire assurer par un ou des prestataires de services le tri et le traitement des déchets ménagers du SMIRTOM,

Une procédure d'appel d'offres a été lancée pour assurer la continuité de ce service.

Deux offres (VEOLIA et SITA) ont été déposées pour le lot 1 « Tri des corps creux issus de la collecte sélective ».

Trois offres (COVED, VEOLIA et SITA) ont été déposées pour le lot 2 « Traitement des ordures ménagères résiduelles par enfouissement ou incinération ».

La commission d'appel d'offres réunie le 13 juin 2013 a retenue la société SITA Centre comme ayant remis l'offre la mieux disante pour les deux lots : 245 € HT la tonne pour le lot 1 et 61 € HT hors TGAP et coût de transfert pour le lot 2.

Le comité syndical, à l'unanimité, autorise le président à signer les marchés à intervenir.

DOSSIER N°7

QUESTIONS ET AFFAIRES DIVERSES

Communication est donnée d'un article relatant la mise en place de la redevance incitative par le SMIRTOM du Saint-Amandois paru dans une publication de l'ADEME destinée à présenter à l'international les savoir-faire français dans le secteur de la gestion des déchets.

La séance est levée à 11 heures.

Le président,